



Déclaration liminaire CSA du 15 février 2024.

M. le Directeur académique, Mmes et ms les membres du CSA,

Le président de la République a une fois de plus organisé une grand-messe afin d'annoncer qu'il transforme l'école par son action depuis 2017.

Dans les faits, il ne cesse de l'abîmer ; Emmanuel Macron berce d'illusions les Français !

Il prétend avoir agi pour les remplacements alors que depuis le début de son quinquennat, il les a aggravés. Prenons l'exemple de la Charente, dès la rentrée de nombreuses brigades ont été affectées sur des postes à l'année faute de trouver des candidats pour les honorer ! Oui M Le Directeur Académique, certes vous avez créé des postes de brigades supplémentaires et des postes de brigades d'appui, ce qui est une très bonne chose ; néanmoins si les brigades sont-elles mêmes mobilisées à l'année, vous conviendrez que l'opération a ses limites.

Notre Président prétend tout réarmer alors que l'effet obtenu est tout son contraire ! Chanter la Marseillaise, très bien mais M. Le Président ne semble pas très au fait de ce qui se pratique déjà !

Rien ne va plus dans la Maison Education Nationale, le projet conservateur et rétrograde de Gabriel Attal en est la parfaite illustration : « le choc des savoirs » qui renonce à l'ambition de démocratisation de l'Ecole.

Ce projet vient mettre tout le système en tension car rien n'est pensé avec le terrain, les moyens octroyés une fois de plus ne sont pas suffisants ! Est-ce bien le moment quand on connaît les problématiques de notre métier : manque de considération, rémunérations insuffisantes, conditions d'exercice dégradées avec des élèves qui restent sur le bord de la route faute de places dans des structures adaptées (Ulis, Ime...) ? Des personnels de plus en plus en souffrance, avec des ruptures conditionnelles, des démissions, des congés maladie qui ne cessent d'augmenter.

L'école va mal et la carte scolaire qui s'annonce ne va malheureusement pas la soigner. Oui, la Charente est épargnée avec une suppression de 14 postes. Oui, la Charente perd chaque année des élèves et les prévisions ne sont guère optimistes. Mais M. le Dasein, il serait opportun de faire remonter toutes les souffrances que ce soit celles des élèves comme des personnels. Des élèves de plus en plus difficiles, que l'on peine à accompagner faute d'encadrement suffisant en personnel Rased, psy, médecins scolaire, et structures médico-sociales (*orthophonistes, Sessad, CMP.*) pour l'Unsa Education, il est urgent de mettre à plat le fonctionnement de l'école inclusive et de se donner les moyens de répondre efficacement aux besoins immédiats. L'Ecole inclusive, enjeu majeur de l'Ecole, n'est abordée par l'exécutif que comme un slogan sans garantir les conditions d'un accès effectif et réel au droit à l'Education tel qu'il est défini par la convention internationale des droits de l'enfant

Alors, oui les taux d'encadrement baissent mais c'est l'une des conditions qui font tenir nos collègues : moins d'élèves dans une classe permet tout de même un meilleur accompagnement de tous, tant on sait les problématiques d'une classe. Désormais, enseigner à 23 ou 24 n'est plus adapté compte tenu du public accueilli.

Comme vous le savez M. le Directeur académique le SE-Unsa n'est pas favorable aux classes uniques, avec parfois 4 ou 5 niveaux ! *Nous pourrions faire de l'humour et se féliciter en disant que c'est en adéquation avec la vision rétrograde de notre premier ministre !* La politique éducative et les restructurations des établissements scolaires mais également des structures éducatives dans ces territoires ne peut se passer de l'expertise de l'Education Nationale et du soutien financier de l'Etat.

Les moyens dans les territoires ruraux sont essentiels pour accompagner les élèves les plus fragiles et cela passe également par des moyens en personnels médico-sociaux. Dans l'immédiat, à défaut de moyens adaptés et d'une réflexion collective, la carte scolaire génèrera encore plus d'inégalités.

Plus sérieusement, commençons par nous pencher sur ses lieux de vie d'un autre temps, mutualisons les moyens, les structures, les personnels et rendons nos collègues mieux armés pour combattre la dure réalité de tous les jours.

Déshabiller Paul pour habiller Jacques voilà le triste constat que nous faisons et nous vous faisons l'économie d'une analyse de la carte scolaire du second degré, qui elle est encore bien plus dramatique et mettre tout le système en tension !

L'actualité récente dans des lycées de notre département nous rappelle l'urgence de renforcer la sécurisation des établissements notamment les plus grands. Rendre étanche ces établissements n'est ni imaginable ni souhaitable, la solution est dans le renfort en moyen humain.

Les choix budgétaires annoncés par le Ministre lors du CSAMEN du 21 décembre et qui se décline par une dotation négative ne permettront pas la création de groupes de niveaux, auxquelles nous sommes par ailleurs opposés car, comme le montrent les études sociologiques et en science de l'Education, c'est au contraire l'hétérogénéité et la mixité sociale qui sont nécessaires.

Pourquoi nos dirigeants actuels sont-ils dans l'incapacité d'identifier des besoins au regard des résultats des enseignements qui auraient dus être tirés des dernières études Pisa ?

Une fois de plus on décide là-haut dans la grande sphère gouvernementale mais on ne réfléchit pas à la mise en œuvre sur le terrain !

Est-ce nécessaire de rajouter de l'huile sur le feu en revenant sur les propos outranciers de notre nouvelle ancienne Ministre de l'Education Nationale, ces maladresses quotidiennes et sa non reconnaissance de ses personnels ! Après une ministre ayant atteint les records de longévité, nous voici désormais à 3 ministres en quelques mois. Après le théâtre, à quand l'enseignement obligatoire de la valse pour les enseignants afin de s'adapter au rythme de leurs gouvernants ?

Mais revenons à notre réalité, celle de nos élèves, de nos collègues : il faut agir vite et arrêter cette hémorragie. Pensons bien être, pensons moyens, pensons encadrements, pensons tout simplement avec une réelle prise en compte des besoins du terrain.